GT ingénierie et planification

Réseau Planif territoires

Le 07 Avril 2023

Méthodologie

- **12 entretiens** en visio de 30 minutes à 1h
- Variété de territoires, origines géographiques diverses (incluant l'Outre-Mer)

Communautés	Métropoles	Autres
Communauté de communes des Herbiers	Nantes Métropole	Syndicat du Bassin de Thau
Communauté de communes du Grand Langre	Tours Métropole	Ville de Dieppe
Roannais Agglomération	Rennes Métropole	BE environnement
Communauté de communes du Plateau Picard		
Communauté Urbaine de Dunkerque		
Communauté Agglomération Nord Grande Terre		

Vif intérêt pour le sujet
Forte mobilisation pour échanger !
Attente de retours

- Echanges informels (Métropole Européenne de Lille, Ville de Saint Quentin en Yvelines, 3 intercos de la Martinique....)

Une diversité de situations mais des invariants

- Création d'instances de dialogue pour décroisonner les services et sensibiliser les élus;
- Prise de conscience de passer au PLUI pour mettre en œuvre le ZAN mais demande une ingénierie importante pour le faire ;

Une diversité de situations mais des invariants

- Manque de postes dans les collectivités pour faire face aux attentes de plus en plus grandes
- Manque de volonté politique et de financements pour renforcer les services
- Manque d'attractivité des métiers liés à la planification – Manque de sens pour les jeunes diplômés
- Peu de soutien des services de l'Etat, intervention surtout en fin de procédure
- Les bureaux d'études sont à chaque fois mobilisé sur les études environnementales et très souvent sur des sujets spécifiques comme le patrimoine, le commerce ou l'environnement

Des constats

Les points noirs, les irritants, les freins

- Les moyens constants (humains et financiers) avec un plan de charges en hausse (mi-mandat)
- Un contexte juridique mouvant
- Les élections de 2026
- Le turn over des agents
- L'attractivité du territoire pour attirer des talents
- La gouvernance- interco au périmètre imposé par le préfet- nombre de communes
- Le temps long
- L'accès et le partage des données
- Des besoins spécifiques: littoral, patrimoine...
- L'accompagnement de l'Etat « *censeur* » « *gentil mais sans connaissance du sujet* » « *couperet* »
- Le flou (ex: renaturation- ZAN) = source de tensions entre CT et question sur la mobilisation du BE
- La rédaction des CCTP
- L'articulation temporelle des documents: SAR, SRADDET, PPRL

Les leviers, les facilitateurs

- La taille de l'interco
- Bonne articulation avec les communes membres (charte de gouvernance)-logique de co-construction et d'animation (associer les communes membres: Cotech, clubs techniques, ateliers thématiques...)
- L'ingénierie apportée par des programmes nationaux (PVD, ACV...)
- La bonne définition du projet de territoire (= feuille de route)
- La mobilisation citoyenne- implication du public
- L'échelon supra (ex: appui de l'agglomération ou syndicat aux communes- prestation de service)
- L'anticipation (mise en œuvre du doc), la prospective
- SCoT= galop d'essai pour les communes avant le PLUi- hausse de l'adhésion pour le PLUi
- Structuration des services
- Observation- la connaissance du territoire

- La transversalité au sein des services
- Le décloisonnement des métiers
- La pédagogie
- L'agence d'urbanisme
- L'instruction ADS: levier pour le PLUi mais sentiment d'être dépossédé- association à la rédaction du doc
- Le contexte associatif local
- La confiance élu/technicien

ZOOM sur l'externalisation

Côté collectivité

- Recours par manque de temps = source de frustration
- Externalisation: dépense investissement / ETP supplémentaire: dépense fonctionnement
- Technicien: rôle d'animation et de coordination
- Forte implication/mobilisation des CT pour recenser les infos, les documents
- Décalage entre la qualité du rendu par le BE et le résultat souhaité, l'ambition du territoire: souvent phase de réécriture, adaptation au contexte local, retravail car meilleure connaissance du territoire (= gros travail sous estimé des élus et source de tensions avec les BE)
- Externalisation systématique de l'évaluation environnementale et commerce- Juridique et concertation (stratégie et animation) si absence de compétence interne et selon ambitions politiques
- Face à la pénurie de BE= tarifs exorbitants + calendriers longs = relations compliquées « *la climatisation va être compliquée* »
- Peu de réponses des BE sur les CCTP- parfois monopole des BE sur certains sujets
- Pour les petites communes: élaboration du cahier des charges par des secrétaires de mairie manquant parfois d'expertise- le contact du BE est l' élu.

ZOOM sur l'externalisation

Côté BE:

- Commande floue
- Budget difficile à évaluer en amont
- Naïveté sur les enjeux (ex: environnement)- la formulation des CCTP indique une faible sensibilité
- Saturation de commandes qui amène à sélectionner les appels d'offres (ceux pas clairs et mal rédigés n'invitent pas à répondre – dissuasifs)
- Absence d'interlocuteur compétent dans la CT= dissuasif
- Ce qui fait la différence dans les CCTP: le projet politique
- Forte expertise donc parfois autres BE/experts (ex: juridique) sollicités par les BE généralistes
- Le BE n'arrive plus à recruter

Les acteurs/structures cités

- DDT(m)- DEAL
- BE
- Associations
- Agence d'urbanisme
- EPF
- CAUE
- CEREMA
- Universitaires- chercheurs- scientifiques
- ATMO (carte stratégique air)
- OFB- ORB
- Ateliers des territoires
- Programmes nationaux: PVD, TPESO